

Lutte de classe

Pour FO le capitalisme est éternel... avec la bénédiction du POI !

Extraits de la résolution adoptée à l'unanimité par le Comité Confédéral National de Force Ouvrière les 9 et 10 octobre 2008, donc y compris par les cadres ou dirigeants du POI (notamment) qui en font partie.

Cette résolution confirme une fois de plus la capitulation totale devant l'appareil réformiste et anticommuniste de FO des dirigeants du POI.

Les titres sont de la rédaction de *Lutte de classe*, le texte de cette résolution figure en italique, mes commentaires en caractère normal.

LA CHARTE D'AMIENS TRONQUEE SUR L'ÉSENTIEL

Dans ce cadre, la Charte d'Amiens reste sa référence indispensable à la représentation et la défense efficaces des droits et intérêts particuliers des salariés actifs, chômeurs et retraités.

La défense des intérêts des travailleurs, lorsqu'elle ne s'inscrit pas dans la perspective de l'abolition du salariat (présent dans le Charte d'Amiens), se réduit à les subordonner au capitalisme en leur donnant éventuellement les moyens de mieux le supporter.

Cette entreprise qui se présente comme progressiste, est en réalité résolument contre-révolutionnaire et s'inscrit en totale contradiction avec l'objectif du combat du mouvement ouvrier qui est d'aboutir à l'émancipation de la classe ouvrière.

LES VERTUS DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE BOURGEOISE

Comme elle l'a toujours fait depuis ses origines la CGT Force Ouvrière refuse de se laisser enfermer dans une logique qui la détournerait de son rôle historique de défense des intérêts des salariés, de l'exigence de progrès social et de son attachement aux valeurs républicaines et démocratiques.

Dans la mesure où les « valeurs » républicaines et démocratiques se confondent avec l'existence et la survie de l'Etat bourgeois qui gère la société pour le compte des capitalistes, on ne peut s'en revendiquer et prétendre développer une politique (indépendante) pour le combattre. Dans les faits, revendiquer ses « valeurs » revient à capituler devant la bourgeoisie.

Quant au rôle « historique » de FO, ils auraient mieux fait de ne pas le rappeler, il se confond toujours avec les intentions manifestées par l'impérialisme qui l'a créé et financé avec le soutien de dirigeants farouchement anticommunistes et réactionnaires pour affaiblir la CGT à défaut de pouvoir la faire disparaître, pour diviser et affaiblir le mouvement ouvrier, afin de mieux le subordonner au capitalisme. Chacun a bien compris depuis, que le combat contre le stalinisme n'était en réalité qu'un faux prétexte pour diviser la classe ouvrière, et non pour lui donner une direction décidée à mener le combat conformément à ses intérêts fondamentaux. En se référant aux « origines » de leur syndicat, ils montrent simplement que ce syndicat ou plutôt leurs dirigeants n'ont pas changé de combat, on n'en demandait franchement pas tant.

QUE L'ÉTAT BOURGEOIS FASSE SON TRAVAIL

Affirmant qu'il s'agit d'une crise du capitalisme, le CCN exige la remise à plat de toute la finance de marché par la reconstruction de l'architecture réglementaire nationale et internationale. Le CCN souligne la responsabilité des institutions financières internationales. Les puissances publiques depositaires des souverainetés nationales doivent s'imposer aux marchés financiers et assigner aux banques l'obligation d'assurer leur fonction première qui n'est rien d'autre que le financement stable et à moindre coût de l'économie réelle.

Demander la « remise à plat de toute la finance de marché », cela ne revient-il pas à demander au capitalisme de s'autoréguler, ce que se sont justement engagés à faire tous les dirigeants de la planète ? C'est leur dire : messieurs, vous avez le pouvoir, on ne le conteste pas, mais soyez gentils, faites-en un bon usage ! Le plus grave, c'est qu'ils font croire que ce serait possible.

Quand ils s'en remettent aux « *puissances publiques* », à qui s'en remettent-ils sinon à Sarkozy et aux institutions de la Ve République ? On comprend parfaitement pourquoi le POI est si réfractaire à l'idée de les combattre.

Et lorsqu'ils réclament « *un financement stable* » de l'économie réel, ce qu'ils demandent en réalité, c'est que le gouvernement trouve les moyens de garantir la stabilité des rapports sociaux d'exploitation nécessaire à l'extraction de la plus-value par les capitalistes, en toute tranquillité. Messieurs, s'il vous plaît un peu de sérieux, faites en sorte que la paix sociale soit garantie.

SOUTIEN A LA BCE

le CCN estime impératif d'imposer de nouvelles règles à la BCE pour sortir d'une politique monétaire où, d'une part, la stabilité des prix encourage l'accumulation des profits et, de l'autre, les économies de la zone euro paient le prix d'une monnaie excessivement chère et de taux d'intérêts démesurés.

Pas question de ne reconnaître aucune légitimité à la BCE. Qui dispose du pouvoir pour agir immédiatement et dans l'urgence (« *impératif* ») sur la politique de la BCE si ce n'est Sarkozy ? Où alors c'est parlé pour ne rien dire.

SOUTENIR LES ENTREPRISES

Pour le CCN, le volontarisme politique doit se traduire par des choix appropriés, la priorité visant à soutenir l'activité pour contrer la récession.

C'est ce que s'applique justement à faire Sarkozy, Merkel, Bush, etc., éviter à n'importe quel prix que la récession s'installe et qu'elle débouche sur une dépression mortelle pour le capitalisme, car elle ouvrirait la voie à la révolution.

Est-ce la vocation du syndicalisme de préconiser « *des choix appropriés* » pour soutenir « *l'activité* » du capitalisme ? Ne devrait-on pas au contraire se réjouir qu'elle s'effondre ? A force de se mettre dans la peau des patrons, elle finit par leur coller à la peau, si bien qu'ils finissent par confondre leurs intérêts avec ceux des travailleurs.

ILS VEULENT EVITER LE CHAOS ET DEMANDE UNE REORIENTATION DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE

Le CCN refuse que les salariés subissent les conséquences de la crise. Puisque l'Etat est capable de garantir la sécurité et la continuité du système bancaire et financier, il a les moyens de financer un plan de relance pour préserver les emplois, les entreprises et impulser une augmentation des salaires. Comme le réclame depuis des années la Confédération Force Ouvrière et comme le justifient pleinement aujourd'hui les ravages du système financier, il y a urgence à réorienter les politiques économiques pour prémunir la société contre les risques d'un système où l'absence de l'Etat conduit infailliblement au chaos.

Ce passage est très pernicieux. Aucun d'entre nous ne souhaite que les travailleurs souffrent davantage. Par contre, nous savons pertinemment (ou devrions savoir) que s'ils ne subissent pas violemment les conséquences de cette crise, il ne fait aucun doute qu'ils n'auront aucune raison de se soulever contre le capitalisme puisqu'elle n'aura pas gravement et brutalement remis en cause leurs conditions d'existence. Dans ces conditions, et compte tenu que la politique de FO s'inscrit dans une perspective de maintien de l'ordre établi, demander un plan relance est purement et simplement réactionnaire.

J'avais appris autrefois que la révolution intervenait lorsqu'en haut ils ne pouvaient plus gouverner comme avant, et en bas lorsque nous ne pouvions plus vivre comme avant. A FO comme au POI, ils veulent à tout prix que l'on puisse continuer de vivre comme avant pour qu'il n'y ait pas de révolution, CQFD. Après cela, si on les qualifie de contre-révolutionnaires, oseront-ils encore dire qu'on les calomnie ? Sans doute puisque rien ne les arrête.

De deux choses l'une, soit le gouvernement trouve les moyens de rendre l'exploitation supportable pour les masses et la vie continue comme avant, soit il en est incapable, leur situation va se dégrader et il devra les affronter directement à un moment donné. La politique de FO consiste à venir au secours du gouvernement pour qu'il n'ait pas à affronter les masses, ce que l'un et l'autre redoute.

La fonction d'un syndicat ouvrier n'est pas d'empêcher que les conditions nécessaires à un affrontement entre les classes se réalisent, mais de préparer les masses à se saisir de ces conditions pour qu'elles soient en mesure d'affronter le gouvernement dans les meilleures conditions possibles.

La politique de FO est d'autant plus criminelle qu'elle prépare les conditions des prochaines défaites du prolétariat, lorsqu'elle prétend qu'il serait possible dans le cadre du capitalisme de le « *prémunir* » « *contre les risques* » du « *système* » ou contre « *les ravages du système financier* », ce qui est évident impossible et faux, puisque le prolétariat est toujours la première victime en cas de crise. Encore une fois, que disent d'autre Sarkozy, Fillon, Parisot ?

Au-delà, si le capitalisme était capable de « *prémunir* » le prolétariat contre les conséquences de sa propre crise, cela signifierait qu'il aurait trouvé les moyens de résoudre ses propres contradictions sans passer par la lutte des classes qui ne serait plus un danger mortel pour lui, cela signifierait que rien ne pourrait désormais empêcher le capitalisme de se survivre à lui-même, d'être éternel ! Du coup le combat pour l'émancipation de l'exploitation ne serait plus qu'un rêve et adieu le socialisme !

UNE PRIORITE : REFAIRE PARTIR LA MACHINE CAPITALISTE

Considérant que la consommation et l'investissement sont les moteurs principaux de l'économie, il exige des augmentations générales pour tous. Celles-ci s'avèrent indispensables pour relancer la croissance et assurer la reprise.

Il n'y a rien d'étonnant à ce que les exigences de FO coïncident avec celle des capitalistes, pour lesquels « *relancer la croissance et assurer la reprise* » est une priorité de chaque instant. Il faudrait demander aux dirigeants du POI en quoi ces exigences seraient compatibles avec le discours qu'ils tiennent sur l'abolition de la propriété des moyens de production, le double langage habituel.

Etant donné que « *la consommation et l'investissement* » repose essentiellement sur le crédit et que les augmentations de salaires sont insuffisantes pour permettre aux travailleurs de faire face à des dépenses élevées, elles ont tout juste une valeur alimentaire, FO préconise qu'ils soient en mesure de s'endetter « *pour assurer la reprise* », qu'ils soient davantage dépendants du système capitaliste. Ils préconisent ni plus ni moins de recourir à la vieille recette du crédit qui a conduit à cette crise, ce que l'on pourrait admettre si FO se plaçait dans la perspective de s'en servir pour en finir avec le capitalisme, mais chacun a bien compris que ce n'était pas son objectif.

Vous aurez remarqué au passage que FO fait référence aux « *moteurs principaux de l'économie* », mais pas à ceux du système capitaliste basés sur la production de la plus-value et la lutte des classes. Ce choix n'est évidemment pas anodin, car qui dit plus-value dit lutte de classe du prolétariat pour en finir avec l'exploitation, ce dont il n'a jamais été question de la part de ce syndicat depuis qu'il existe.

LES VERTUS INVENTEES DU "MODELE REPUBLICAIN"

Défendre le modèle Républicain

Sécurité sociale, services publics, liberté de négocier et droit de grève sont l'expression et la concrétisation de la conception républicaine de l'égalité de droit des citoyens.

Ce principe a été régulièrement remis en cause par des politiques n'offrant comme seule perspective que la dislocation du modèle républicain qui garantit des droits égaux aux assurés, citoyens et salariés.

Ces valeurs ou ces principes ne sont pas développés exclusivement dans le cadre d'un « *modèle républicain* », c'est la première chose. La seconde, c'est que le modèle en question auquel ils se réfèrent, se confond depuis 219 avec la forme de l'Etat qu'ont adoptées les oppresseurs de la classe ouvrière. Là encore, le défendre en dehors de la perspective d'abattre le capitalisme revient à soutenir l'ordre établi qui se drape dans les oripeaux du « *modèle républicain* ».

Au titre du « *modèle républicain qui garantit des droits égaux* » à la population, il faudrait peut-être inclure la TVA que pauvres ou riches paient indistinctement !

ADIEU LES 37,5 ANNUITEES

Le blocage à 40 ans de cotisations reste d'actualité et demeure une priorité immédiate pour la confédération Force Ouvrière. 40 ans, c'est déjà trop, (...)

Si « *c'est déjà trop* » pourquoi avoir enterré si vite les 37,5 annuités ?

Chacun se souvient encore que la totalité des dirigeants syndicaux avaient accepté le cadre fixé par le gouvernement pour « *négozier* » la remise en cause des régimes spéciaux de retraite en 2006, dont la base était justement l'abandon des 37,5 annuités.